



© Jacques Grison

Stéphane Junique,
président du groupe VYV



© Michel Le Moine

Patrick Doutreligne
président de l'Uniopss

Protection sociale : quelles attentes des Français ?

Le Groupe VYV, premier acteur mutualiste de santé et de protection sociale en France, et l'Uniopss, ont réalisé fin décembre, avec Viavoice, un baromètre sur « Les Français et la protection sociale ». **Stéphane Junique**, président du groupe VYV et **Patrick Doutreligne**, président de l'Uniopss, nous en disent plus sur les résultats et les enjeux de cette étude.

Union Sociale: Qu'est-ce qui vous a poussé à réaliser ce baromètre sur les Français et la protection sociale ?

Patrick Doutreligne : Nous avons souhaité lancer ce sondage car durant cette campagne présidentielle, les préoccupations sociales n'étaient absolument pas abordées, hormis pour évoquer les problématiques de pouvoir d'achat, largement renforcées par la hausse du prix de l'énergie. Alors que les thématiques sécuritaires dominaient et que l'on assistait à une véritable

droitisation, voire extrême droitisation des débats, nous avons voulu mesurer le niveau de connaissance et le degré d'attachement des Français à notre système de protection sociale. Une étude qui devait permettre également aux acteurs de la solidarité de peser dans la campagne, en dressant un certain nombre de constats, et de se projeter dans l'avenir, en envisageant aussi les points d'amélioration de notre protection sociale.

Stéphane Junique : La santé est un sujet essentiel qui a été largement au

cœur de nos préoccupations ces deux dernières années, avec la crise sanitaire. Aujourd'hui, il est nécessaire que ce sujet soit également au cœur des débats de la campagne présidentielle. Ce sondage réalisé avec Viavoice, confirme les attentes des Français quant à notre système de protection sociale. Nous sommes réalistes sur le fait qu'il y a des imperfections dans notre modèle de santé. Mais ce sondage montre également qu'il est préférable d'améliorer ce système que de le casser ! Il est clair aussi que l'État est au cœur de la solida-

rité nationale mais qu'il ne peut pas tout faire. C'est pourquoi notre modèle doit reposer aussi sur l'intervention d'acteurs mutualistes, non lucratifs, comme l'Uniopss et le Groupe VYV.

Union Sociale: Quel est le rapport des Français avec notre système de protection sociale ? Sont-ils au fait de toute sa richesse ?

Stéphane Junique : Grâce à cette enquête, nous avons pu établir le degré d'attachement et le niveau de connaissance des Français concernant leur système de protection sociale. Et le résultat est positif : les Français tiennent au système actuel. Ils reconnaissent également le rôle des mutuelles et complémentaires santé. Ces réponses mettent aussi en lumière que, face aux enjeux de santé et de protection sociale, les Français attendent de meilleures protections pour demain. Les acteurs concernés doivent aujourd'hui se mobiliser pour assurer davantage de protection au quotidien et accompagner les Français les plus fragilisés, notamment les jeunes et les plus âgés. Par ailleurs, notre modèle de protection sociale doit inclure la qualité de vie, ainsi que la qualité de l'environnement dans lequel on travaille. Il ne doit pas simplement reposer sur une question d'organisation des soins, il doit aussi prendre en considération les déterminants de santé que sont le logement, l'alimentation ou l'activité physique.

Patrick Doutréline : Nous avons été très agréablement surpris par le degré de connaissance qu'ont les Français de notre système de protection sociale. Nous aurions pu penser que celui-ci se limitait à la question de la sécurité sociale qui reste l'outil le plus familier des Français, mais ces derniers sont également au courant de la place de l'État dans tout cet édifice, ainsi que du rôle des mutuelles auxquelles les citoyens sont très attachés. Ces derniers sont donc tout à fait conscients des enjeux de la protection sociale pour notre cohésion et souhaitent débattre de ces éventuelles évolutions.

Union Sociale: À quelles valeurs renvoie le système de protection sociale dans la société française ?

Stéphane Junique : Cette enquête a livré plusieurs enseignements concernant les valeurs données par les Français à notre système de protection sociale. Nous avons réalisé que les citoyens sont attachés à un tryptique de valeurs républicaines que sont l'égalité, la solidarité et la sécurité. Ces valeurs sont ancrées dans la société. Il faut en tenir compte. La solidarité, l'inclusion, la proximité sont des principes d'actions qui engagent des structures non-lucratives telles que les nôtres, sur l'ensemble du territoire. L'humain est au cœur de notre modèle.

Patrick Doutréline : On peut voir, au travers de ce sondage, que les valeurs qu'associent les Français à la protection sociale sont très liées aux valeurs républicaines que nous partageons, que ce soit l'égalité, la sécurité, au sens de la protection collective et de la capacité pour chacun d'envisager sereinement l'avenir, ou la solidarité. Les Français sont parfois jugés comme un peuple critique envers ses élites, prêts à remettre en question et à discuter certaines décisions politiques, mais en dépit de tout, ils restent très attachés aux valeurs de solidarité.

Union Sociale: Les Français semblent très attachés à la complémentarité entre la sécurité sociale d'un côté et les mutuelles et complémentaires santé d'un autre côté. Comment l'expliquer ?

Stéphane Junique : À l'heure où le rôle des complémentaires santé est réinterrogé, notre ambition est de démontrer que les acteurs du non-lu-



© Jacques Grison

« Les citoyens sont attachés à un tryptique de valeurs républicaines que sont l'égalité, la solidarité et la sécurité. Ces valeurs sont ancrées dans la société. »

cratif sont utiles pour répondre aux besoins des Français, en matière de santé notamment. Et cette enquête nous prouve que les Français ont confiance en l'articulation entre la sécurité sociale d'un côté et les complémentaires santé de l'autre. Le dialogue entre les mutuelles et les pouvoirs publics doit perdurer au service d'une meilleure santé pour tous. Mais sur d'autres chantiers, telle que la perte d'autonomie, la réponse d'un État protecteur plus fort est attendu.

Patrick Doutréline : Le baromètre montre que les Français sont très attachés à la mixité de notre système qui prévoit la fois une intervention publique basée sur la solidarité, la mutualisation des risques et la redistribution, mais aussi la possibilité pour chaque individu de choisir lui-même son niveau de protection, en fonction de sa contribution. Une grande majorité des répondants ne souhaitent sans doute

Qui sont-ils ?

Diplômé de santé publique, **Stéphane Junique** a débuté sa carrière comme infirmier à l'AP-HP. Après plusieurs postes, notamment au sein de l'Agence régionale de l'hospitalisation de Loire-Atlantique, il devient administrateur de la mutuelle « Harmonie Mutualité » qui deviendra ensuite Harmonie Mutuelle dont il a été élu président en 2016. En septembre 2017, il a été l'un des acteurs de la création du Groupe VYV, dont il devient vice-président délégué. Stéphane Junique a été élu président du Groupe VYV, le 7 juin 2021.

Patrick Doutréline est titulaire d'un DESS de responsable de politiques sociale et éducative en milieu urbain, en sciences de l'éducation. Il a commencé sa carrière en 1974 comme éducateur spécialisé avant d'assumer des postes de direction. Il sera secrétaire général du Haut Comité pour le logement des personnes défavorisées, puis délégué général de la Fondation Abbé Pierre. Il est depuis le 5 juin 2015, président de l'Uniopss.



© Michel Le Moine

« Si notre système de protection sociale est déjà très efficace, il mérite cependant d'évoluer pour s'adapter aux évolutions de notre société. »

▷ pas mettre ses œufs dans le même panier et n'est sans doute pas favorable à un système exclusivement public. Je note au passage l'attachement des Français aux mutuelles qui proposent un certain nombre de valeurs.

Union Sociale : Contrairement à certains discours, une grande part des Français plaident pour un renforcement de notre système de protection sociale. Quels sont les progrès à accomplir sur le sujet ?

Stéphane Junique : Notre système de protection sociale, unique, a évolué au fil du temps. Il doit en effet sans cesse s'adapter aux évolutions de notre société pour protéger et accompagner les Français, au-delà des remboursements de soins. De nombreux défis sont à relever, notamment sur des sujets quotidiens de santé sur lesquels nous sommes interpellés, comme les inégalités territoriales de santé, ou l'accessibilité à des professionnels de santé. Il faut également réinventer de nouveaux cadres de solidarité pour des populations qui sont aujourd'hui fragilisées et pour lesquelles l'accès à une mutuelle, par exemple, est difficile. Pour les retraités qui ont une petite pension, les cotisations à une mutuelle pèsent sur le budget. Il faut également renforcer la protection des plus jeunes. Le Groupe VYV propose ainsi de faire créer, à partir du contrat de leurs parents, une portabilité des droits de complémentaire santé pour les jeunes jusqu'à leur premier emploi. Ce modèle doit tendre vers l'objectif de permettre aux Français de mieux vivre.

Plus largement, si nous n'agissons pas de manière plus déterminée sur les conditions de logement, d'éducation, de travail ou sur les nouveaux risques sociaux-écologiques, nous ne serons pas en mesure de réduire les inégalités de santé, d'espérance de vie. Pour le Groupe VYV, investir dans une approche globale de la santé, de la prévention et de la prise en charge de l'autonomie, contribuera à conforter une société du mieux vivre !

Patrick Doutréigne : Si notre système de protection sociale est déjà très efficace, il mérite cependant d'évoluer pour s'adapter aux évolutions de notre société. Trois exemples peuvent illustrer ce propos. Le premier concerne le vieillissement annoncé de la société française qui va conduire un grand nombre d'entre nous à devenir dépendants, avec un besoin fort d'accompagnement. Ce risque doit être mieux couvert et il convient de l'anticiper dès maintenant, en mettant en place les dispositifs et les moyens de financement nécessaires. Un autre défi que devra relever notre système de protection sociale concerne l'accès aux soins, dont tant de Français sont aujourd'hui privés. Il ne suffit pas en effet d'édicter des droits, il convient également de les rendre effectifs. Ce constat interroge évidemment les inégalités territoriales en matière de santé et les moyens de les atténuer. Enfin, il faut tenir compte de la précarisation du monde du travail. Si le système de sécurité sociale avait été conçu pour protéger des salariés en CDI, les précaires en CDD ou sous le statut d'autoentrepreneur sont de plus en plus nombreux et il semble nécessaire qu'ils ne passent plus entre les mailles du filet.

Union Sociale : Comment expliquer que ce sujet de la protection sociale soit aussi peu présent dans les débats de la campagne présidentielle ?

Stéphane Junique : Bien que cette thématique arrive en tête des préoccupations principales des Français qui attendent des candidats et candidates à l'élection présidentielle qu'ils fassent

des propositions pour favoriser l'accès aux soins dans notre pays, la campagne peine à s'emparer des sujets liés à la protection sociale. Les différentes propositions restent pour le moment très partielles. Une première étape a été franchie le 1^{er} mars dernier. Afin d'imaginer la protection sociale de demain et de nourrir le débat public sur le sujet, la Mutualité Française a organisé « Place de la santé », un grand oral visant à recueillir les réflexions et points de vue en matière de santé des différents candidats à la présidentielle 2022. Le mutualisme, dans ses valeurs et ses pratiques, demeure pleinement pertinent pour prolonger les solidarités nationales et renforcer le partenariat entre l'Assurance maladie obligatoire et le régime complémentaire. Je suis convaincu que cette articulation est la meilleure voie pour garantir la soutenabilité financière d'un système de protection sociale de haut niveau, durable et efficace.

Patrick Doutréigne : Cette question de la protection sociale n'a pas, jusqu'à présent, été abordée de la bonne manière par les différents candidats. Les propositions qui ont été faites pour améliorer le système ont été très timides. En l'absence de propositions d'envergure, le débat ne peut pas vraiment avoir lieu. On a le sentiment que cette campagne manque de souffle sur le sujet et que la question est plutôt de savoir comment l'on va préserver le système actuel dans les meilleures conditions après ces deux années de crise sanitaire et sociale. Ce constat est regrettable, au regard de l'importance du système de protection et du rôle qu'il a joué et qu'il joue encore, dans l'histoire de notre pays. ■

Propos recueillis par Antoine Janbon

Pour plus d'informations :
uniopss.asso.fr Rubrique Actualités